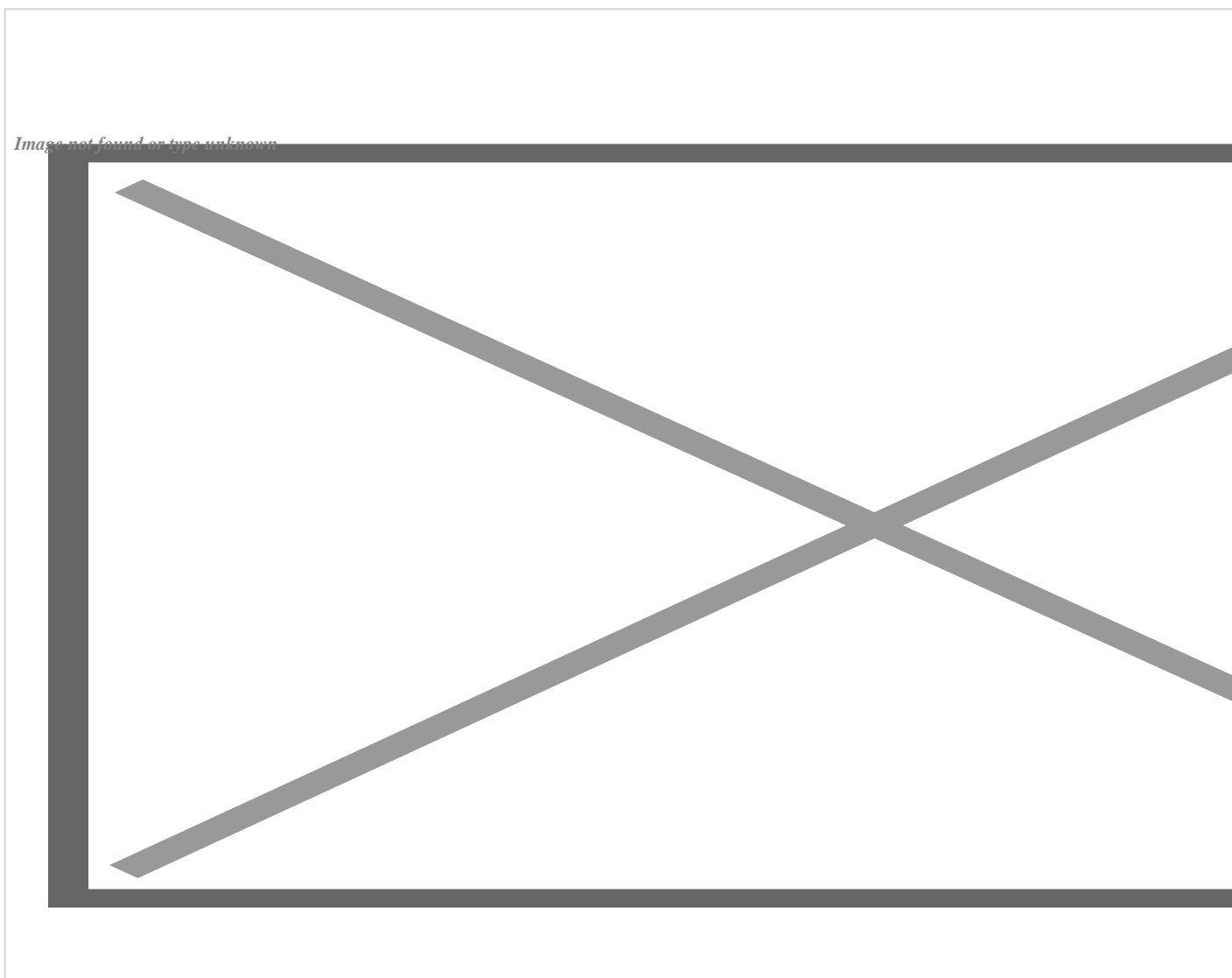


Un service de santé couvert par une approche juridique supérieure



Par Roberto Morejón

L'État cubain réaffirme sa participation active et responsable aux services de la nouvelle loi sur la santé, récemment adoptée par le parlement.

À l'heure où la médecine privée poursuit son essor dans le monde et où de nombreux secteurs à revenus moyens et faibles réclament l'aide de l'État en matière de santé, l'île la plus grande des Antilles reconnaît de nouvelles prérogatives et de nouveaux services dans ce domaine.

Il est vrai que cette nation des Caraïbes a adopté, il y a quatre décennies, une loi sur la santé qui préconisait le libre accès des citoyens aux hôpitaux, aux polycliniques, aux médecins de famille dans les quartiers et à d'autres services.

Mais la médecine et la société progressent et les découvertes, les procédures et les stratégies universelles se multiplient, raison pour laquelle Cuba a décidé de se mettre au diapason des avancées internationales.

La nouvelle réglementation, qualifiée de novatrice par les experts et les fonctionnaires, a l'importance d'ajouter des questions liées à la décision sur la fin de la vie, de marquer la relation avec la faune, la flore et l'environnement et de définir l'orientation prophylactique, promotionnelle et préventive face aux maladies.

En plus de réaffirmer le caractère solidaire du système de santé, y compris les soins à l'étranger, la nouvelle ligne directrice soutient le principe de qualité dans la prestation des services aux citoyens.

Cette connotation s'étend aux techniques de procréation assistée pour les couples stériles, entre autres protections découlant de l'approbation, dans le pays de José Martí, d'un code de la famille moderne.

La nouvelle loi cubaine sur la santé met l'accent sur une question très importante, à savoir la protection adéquate des travailleurs qui préviennent et soignent les maladies tout au long de l'année.

Destiné à garantir une perspective stratégique pour les années à venir, ce corpus juridique de référence intervient dans des circonstances difficiles, car les soins dispensés dans les établissements de santé n'échappent pas à une pénurie matérielle accentuée.

Cela est dû à l'intensification du blocus américain, aux conséquences financières de la phase difficile de la lutte contre la pandémie, aux effets de la crise internationale et au fait que le pays n'a pas accès aux prêts bancaires.

Les hôpitaux et les polycliniques doivent faire des efforts pour pallier les pénuries de fournitures et les défauts d'équipement, mais le professionnalisme et l'altruisme traditionnels des médecins, des infirmières et des techniciens tentent de contrecarrer les adversités.

La nouvelle loi sur la santé protège ces soins et cette attention par une approche juridique plus poussée.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/343128-un-service-de-sante-couvert-par-une-approche-juridique-superieure>



Radio Habana Cuba